

Travailler ensemble

NUMÉRO

6

DÉCEMBRE 2004

FAO | FIDA | PAM

Le développement de l'agriculture en Afrique: appui aux agriculteurs et au NEPAD

En Afrique, plus de 70 pour cent des pauvres vivent en milieu rural et sont tributaires de l'agriculture pour leur alimentation et leurs moyens de subsistance. Or, le plus souvent, les agriculteurs n'ont pas accès aux avoirs dont ils ont besoin pour tirer le meilleur parti possible de l'agriculture, par exemple à des semences améliorées, à des engrais ou à un approvisionnement suffisant en eau. Ils manquent aussi d'informations sur les marchés et sur les technologies qui leur permettraient de tirer un revenu accru de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage.

Aussi le FIDA, la FAO et le PAM ont-ils entrepris, pour surmonter ces contraintes, d'aider le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) à élaborer une stratégie pour développer l'agriculture et le commerce et faciliter l'accès aux marchés dans les pays d'Afrique. Le NEPAD, pour sa part, se met à l'écoute des agriculteurs eux-mêmes, car ce sont ces derniers qui sont les mieux placés pour identifier les problèmes plus pressants et proposer les solutions les plus efficaces pour les résoudre.

Les trois institutions ont aidé le NEPAD à élaborer le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, document stratégique qui cerne les difficultés que les pays d'Afrique doivent surmonter pour atténuer la pauvreté et la faim. Les trois grands axes de ce document sont les suivants: extension des superficies cultivées



FAO / C. Shirley



IFAD / R. Faloutti



grâce à la promotion de méthodes de culture rationnelle et à un approvisionnement adéquat en eau; amélioration de l'infrastructure rurale et de l'accès aux marchés; et accroissement des disponibilités alimentaires pour réduire la faim. Les rapports de collaboration qui ont été établis avec des représentants du NEPAD aident à traduire cette stratégie en initiatives concrètes. En outre, le FIDA a détaché un spécialiste du développement rural auprès du secrétariat du NEPAD, en Afrique du Sud, pour fournir une assistance dans ce domaine.

Le FIDA appuie le Réseau des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), qui constitue une instance au sein de laquelle les agriculteurs peuvent discuter des politiques de développement rural et de développement agricole proposées par le NEPAD. En 2003 et 2004, le FIDA et la FAO ont aidé à organiser une série de consultations régionales à l'occasion desquelles les agriculteurs ont pu articuler leur propre vision de l'agriculture africaine.

Des organisations d'agriculteurs de différentes sous-régions du continent ont participé à ces consultations, notamment la Fédération nationale kényenne de producteurs agricoles et la Concertation nationale des organisations paysannes du Cameroun. Les idées et opinions exprimées ont été rassemblées et reflétées dans un document faisant la synthèse des vues qui se sont manifestées au sujet de l'avenir de l'agriculture. Ce document décrit l'agriculture comme étant une activité durable devant tenir compte non seulement de considérations économiques mais aussi de facteurs sociaux et écologiques. C'est ainsi par exemple que les agriculteurs ont souligné que, dans bien des régions de l'Afrique, l'agriculture est une activité familiale et qu'il se peut fort bien que de petites entreprises familiales ne puissent pas répondre aux règles et aux réglementations qu'exige l'accès aux marchés mondiaux.

Au contraire, le sentiment des agriculteurs est que les politiques agricoles doivent encourager la production et l'utilisation de produits locaux et doivent tendre à améliorer l'accès aux marchés nationaux et régionaux en Afrique, notamment à l'amélioration du réseau routier, de l'accès à l'eau et des services de santé. Des efforts dans ces domaines contribueraient à améliorer la qualité de la vie des agriculteurs et, à terme, pourraient aider l'Afrique à produire tous les aliments dont elle a besoin.

Par ailleurs, le FIDA a mis en oeuvre un programme tendant à encourager la création de partenariats qui aidera le NEPAD à associer ses partenaires de la société civile à la conception de ses projets. La participation de ces partenaires, et notamment des organisations d'agriculteurs et du secteur privé, contribuera beaucoup à la réalisation des objectifs du NEPAD.



PAM / M. Di Bari



Résoudre la crise des orphelins en Afrique

Dans tous les pays d'Afrique australe, le nombre d'orphelins s'accroît à un rythme alarmant et de plus en plus d'enfants sont traumatisés, démunis de tout et incapables de subvenir à leurs propres besoins.

Au Mozambique seulement, l'on estime qu'il y a 470 000 orphelins du SIDA. En tout, plus de 1,5 million d'enfants ont perdu un de leurs parents ou les deux (Children on the Brink 2004). Faute des compétences, des connaissances ou des avoirs dont ils auraient besoin pour subvenir comme il convient à leurs propres besoins et à ceux de leurs frères et sœurs, l'avenir qui attend la plupart de ces enfants extrêmement vulnérables est des plus sombres.

Malgré tout, une poignée d'entre eux peuvent aujourd'hui envisager l'avenir avec plus d'espoir grâce à un projet novateur réalisé conjointement dans le centre du Mozambique par la FAO et le PAM en collaboration avec les Ministères de l'éducation, de l'agriculture et de la protection sociale.

Tandis que le Programme d'agriculture de terrain et d'écoles paysannes de vie de la FAO dote les orphelins et les enfants vulnérables des compétences indispensables pour mener une vie productive d'agriculteurs, le PAM distribue chaque jour des repas nutritifs pour encourager les enfants à fréquenter l'école et pour leur donner l'énergie nécessaire pour participer au programme.

FAO / G. Bizzarri

Comme le souligne Lynne Miller, Directrice du programme mené par le PAM dans le centre du Mozambique, "Voir les enfants gagner en assurance c'est une des choses qui nous a le plus encouragé au cours de l'année écoulée. Ils ont suivi avec succès une année de cours et sont aujourd'hui des experts dans leurs domaines de spécialisation. C'est là un renversement remarquable de la situation qui est intégralement imputable au programme que nous avons réussi à mener à bien en collaboration avec la FAO."

Le programme de formation de jeunes agriculteurs est une combinaison spécialement individualisée de deux très populaires projets de formation conçus par la FAO à l'intention des adultes, les écoles d'agriculture de terrain, qui enseignent aux cultivateurs les stratégies les plus propres à améliorer leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance, et les écoles paysannes de vie, qui aident les agriculteurs à analyser comment leur comportement les expose au risque d'infection par le VIH/SIDA et à d'autres risques.

Le programme de formation de jeunes agriculteurs est dirigé par des facilitateurs (agents de vulgarisation, maîtres d'école et animateurs sociaux) et des volontaires, qui aident les enfants à apprendre en observant tout au long d'une campagne agricole conçue comme une "salle de classe vivante". Le programme apprend aux enfants à mener leurs propres recherches pratiques et à tirer leurs propres conclusions des résultats donnés par les différentes méthodes de culture. Il les aide à acquérir plus d'assurance et les prépare à la vie quotidienne en les faisant participer à des représentations théâtrales et à des danses consacrées à des thèmes comme les droits de l'enfant, l'égalité entre hommes et femmes et la prévention du VIH/SIDA.

C'est ce que confirme Marcela Villarreal, Responsable de la FAO pour les efforts de prévention du VIH/SIDA: "Le programme prouve qu'il est possible, dans la réalité de tous les jours, d'atténuer l'impact du VIH/SIDA. Nous avons vu que ce programme offre une occasion sans précédent de préparer à mener une vie productive d'innombrables jeunes ruraux vulnérables qui auraient autrement été marginalisés et seraient passés au travers des mailles du filet de sécurité sociale."



Pour appuyer cet effort, le PAM distribue aux enfants des centres de formation deux repas nutritifs par jour composés de 150 grammes de céréales, de 50 grammes de légumineuses, de 10 ml d'huile végétale enrichie en vitamine A et de 3 grammes de sel iodé.

L'alimentation contribue directement au succès du programme de formation de jeunes agriculteurs en encourageant les orphelins et les enfants vulnérables à y participer. Chaque enfant reçoit deux repas nutritifs par jour, de sorte qu'il y a moins de bouches à nourrir pour leurs proches et leur famille d'adoption, ce qui allège d'autant les charges du ménage, déjà mis à rude épreuve.

Le PAM a également fourni du matériel pour aider à construire des entrepôts et des cuisines dans les sites du projet et, à l'occasion, des outils agricoles.

La FAO et le PAM ont lancé ce projet pilote l'an dernier dans le contexte de quatre projets de formation de jeunes agriculteurs organisés à l'intention d'une centaine d'enfants de la province de Manica, dans le centre du pays. Après la réussite de ce projet pilote, il a été ouvert 28 autres écoles dont chacune a rassemblé une trentaine d'orphelins et d'enfants vulnérables. La FAO et le PAM ont maintenant entrepris d'établir de tels projets au Kenya et en Namibie également.

Au Mozambique, les nouveaux sites du projet ont été sélectionnés par une équipe de représentants spécialisés dans différentes disciplines des directions provinciales de l'éducation, de la protection sociale et de l'agriculture ainsi que de représentants du PAM et de la FAO. L'équipe a sélectionné en priorité les régions exposées à l'insécurité alimentaire où les taux d'infection par le VIH sont élevés et où il y a un grand nombre d'enfants orphelins.

Divers enseignements ont été retirés du projet pilote, et il a ainsi été décidé que certains des nouveaux projets de formation de jeunes agriculteurs seraient désormais intégrés aux écoles primaires formelles, non seulement afin de resserrer les liens entre l'éducation formelle et informelle, mais aussi de faire en sorte que tous les enfants fréquentent l'école primaire. En outre, même les élèves des écoles ne participant pas au programme tireront profit de ces résultats en apprenant de ceux qui y ont effectivement pris part.

"Ce projet est extrêmement intéressant car il porte simultanément sur la création de moyens de subsistance et le renforcement de la sécurité alimentaire", relève Lynne Miller, du PAM. "Nous pouvons nourrir les enfants pour les aider à survivre, mais ce projet les aide aussi à mieux les préparer à l'avenir."



FAO / G. Bizzerri

À Sri Lanka, la modernisation des méthodes de culture est utile aux femmes et aux jeunes

À Sri Lanka, le FIDA et le PAM cofinancent un projet qui a pour but d'aider les ruraux pauvres qui vivent dans les zones arides du pays, et en particulier les femmes, les jeunes et les pauvres appartenant aux basses castes. Le projet améliorera les conditions de vie de 80.000 familles en introduisant de nouvelles méthodes de culture pluviale, en modernisant l'irrigation, en facilitant l'accès à l'épargne et au crédit et en améliorant l'accès aux marchés.



PAM / R. Anderson

La cartographie au service du développement: une stratégie commune



PAM / D. Perira

La FAO, le PAM et, plus récemment, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont conjugué leurs compétences en matière de recherche et de cartographie afin d'élaborer une stratégie commune et de partager efficacement leurs bases de données spatiales, dont les cartes numériques, les photographies prises par satellite et les statistiques connexes. Ces trois institutions ont largement recours à des outils informatiques de visualisation des données, qui revêtent essentiellement la forme de logiciels liés au Système d'information géographique (SIG) et aux systèmes de télédétection, pour établir des cartes qui combinent plusieurs couches d'informations. Grâce au GeoNetwork, elles peuvent, par une seule passerelle, avoir accès à une très large gamme de cartes et d'autres types d'informations spatiales conservées dans différentes bases de données du monde entier.

C'est en 2001 que la FAO a mis sur pied le GeoNetwork, réseau qui offre une bibliothèque mondiale de données géospatiales. L'Unité du PAM chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) s'est immédiatement associée à la FAO pour continuer à développer ce mécanisme et, au début de 2004, le PNUE s'y est lui aussi associé, ce qui a eu pour effet de renforcer encore plus le logiciel OpenSource du réseau GeoNetwork et d'améliorer l'accès normalisé aux données et aux informations spatiales.

L'une des caractéristiques du réseau GeoNetwork est que les usagers peuvent créer de nouvelles cartes individualisées au moyen de données provenant



Accès aux bases de données temporelles recueillies par satellite – exemple FAO-ARTEMIS

Les données recueillies par satellite dans le cadre du programme FAO-ARTEMIS sont utilisées tous les jours pour prédire les régions qui risquent d'être affectées par des sécheresses ou des infestations de criquets pèlerins. Le système ARTEMIS rassemble les données recueillies par différents satellites et les prépare de manière à pouvoir être interprétées par les programmes d'alerte rapide. Le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO, le Service de renseignements de la FAO sur le criquet pèlerin et l'Unité ACV du PAM sont au nombre des principaux usagers des données ARTEMIS.

Grâce au réseau GeoNetwork, ARTEMIS a facilité l'accès à ses bases de données et notamment aux nouvelles photographies détaillées prises par satellite partout dans le monde. Les usagers peuvent combiner ces images à d'autres informations cartographiques au moyen d'internet et réaliser gratuitement des analyses élémentaires. Les usagers plus avancés peuvent également extraire les données dont ils ont besoin pour les utiliser dans leurs propres systèmes d'analyse. La transition vers cet environnement normalisé devrait être achevée d'ici au début de 2005.

Les usagers du réseau GeoNetwork peuvent actuellement trouver et utiliser une très large gamme de données spatiales réunies par la FAO. L'adjonction des bases de données ARTEMIS développera le contenu et accroîtra ainsi l'utilité des données spatiales et des mécanismes existants qui sont utilisés pour mieux éclairer le processus de prise de décisions.

L'on peut accéder au réseau GeoNetwork de la FAO à l'adresse <http://www.fao.org/geonetwork>.

d'un ou plusieurs serveurs. Ils peuvent par exemple établir une carte indiquant comment une région riche en ressources agricoles, mais dont l'infrastructure de transport est déficiente, ne peut pas réaliser tout son potentiel.

Le logiciel OpenSource du réseau GeoNetwork peut être téléchargé gratuitement à l'adresse <http://sourceforge.net/projects/geonetwork>

GeoNetwork est un exemple de collaboration réussie entre trois institutions des Nations Unies, le PNUF, le PAM et la FAO. La collaboration avec les autres institutions et instituts de recherche des Nations Unies ne cesse de progresser, ce qui garantira un échange encore plus efficace et plus complet d'informations géographiques dans les domaines de l'agriculture, de l'évaluation environnementale, de la gestion des ressources naturelles, de la sécurité alimentaire et des opérations d'urgence.

La cartographie des régions où vivent les populations les plus vulnérables – l'exemple de l'ACV du PAM

Pour mieux comprendre les éléments qui rendent les populations et les régions vulnérables à l'insécurité alimentaire, l'Unité du PAM chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) évalue la sécurité alimentaire et la vulnérabilité d'un pays avant, pendant et après une crise alimentaire.

L'Unité ACV rassemble des informations à jour permettant de repérer ceux qui ont faim ainsi que les raisons pour lesquelles ils sont vulnérables et comment doit être ciblée l'aide alimentaire. À cette fin, l'Unité ACV a recours à différentes sources, comme les images recueillies par satellite qui illustrent les conditions agro-climatiques ainsi qu'à une très large gamme de données provenant de rapports et d'entrevues avec les populations affectées par l'insécurité alimentaire.

Fréquemment, il est plus facile d'identifier les poches de communautés vulnérables, de suivre les mouvements de réfugiés ou de localiser les ressources alimentaires au moyen de cartes plutôt que de textes, de tableaux ou de graphiques. Le réseau GeoNetwork est devenu l'outil le plus utilisé par l'Unité ACV pour rassembler, stocker, manipuler, localiser, analyser et représenter les informations spatiales.

Pour de plus amples informations sur la base de données spatiales de l'Unité ACV du PAM, consulter <http://vam.wfp.org/geonetwork>.

Le combat commun contre la pauvreté en Amérique latine



Au cours des dix dernières années, les niveaux de pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes sont restés pratiquement inchangés et, à la fin des années 90, 80 millions d'êtres humains vivaient encore dans la misère. Aussi le FIDA, la FAO et d'autres organismes de développement ont-ils créé le Groupe de travail interorganisations pour le développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce groupe s'emploie à resserrer la coopération et la coordination, notamment dans le domaine financier, entre les partenaires. En travaillant ensemble, ces derniers peuvent plus facilement renforcer les politiques agricoles, moderniser les méthodes de culture, développer les réseaux de financement rural, mieux gérer les ressources naturelles, multiplier les possibilités de formation et diversifier les activités génératrices de revenus pour les petits agriculteurs.

Un nouveau site web diffuse des informations sur le financement rural

Pour les ruraux pauvres, il importe au plus haut point d'avoir accès à l'épargne, au crédit et à d'autres services financiers car ce n'est qu'ainsi qu'ils peuvent gérer leurs avoirs et générer des revenus. Cependant, il n'est pas facile pour les banques et autres établissements d'adapter leurs services financiers aux besoins des ruraux pauvres tout en sauvegardant leur viabilité. En même temps, les ruraux pauvres doivent mieux se familiariser avec la gestion financière pour pouvoir prendre des décisions informées quant à l'administration de l'argent qu'ils gagnent, qu'ils empruntent et qu'ils épargnent. En étant mieux informés, les institutions financières comme les groupes désavantagés qu'elles essaient d'aider peuvent plus facilement s'orienter dans le monde du financement rural.

En collaboration avec d'autres partenaires, le FIDA et la FAO ont créé le Centre d'apprentissage de finance rurale (www.ruralfinance.org), centre d'information en ligne qui diffuse une masse de données à l'intention des cadres des institutions de financement rural, des décideurs et des usagers. Le centre est organisé de sorte que chacune de ces trois catégories d'usagers puissent facilement avoir accès aux informations qui répondent le mieux à leurs besoins et à leurs intérêts particuliers.

Le Centre d'apprentissage diffuse des informations qui peuvent aider les institutions de financement rural à prendre des décisions au sujet des demandes de prêt, en particulier celles provenant de ménages d'agriculteurs, dont la situation est compliquée



FAO / C. Shirley



IFAD / R. Chalasani

par la longueur des cycles de production agricole et par les risques associés aux rendements et aux prix. Le Centre d'apprentissage aide également à réduire les coûts de transaction, aspect critique pour les institutions qui opèrent dans les régions reculées, qui sont confrontées à des coûts plus élevés car elles desservent une population éparpillée sur de grandes distances et n'ayant qu'un accès limité aux réseaux routiers et aux moyens de communication.

Ce nouveau site web contient également une analyse des politiques générales suivies dans ce domaine afin de déterminer comment les gouvernements influent sur les marchés financiers et sur le développement des services financiers ruraux. Il contient également des informations qui s'adressent aux donateurs et qui indiquent comment ces derniers peuvent au mieux promouvoir le développement des marchés et des services financiers en milieu rural.

L'élément le plus riche de ce site est celui qui est consacré à la formation et au renforcement des capacités, et qui a pour but de familiariser les communautés pauvres avec la gestion financière de sorte qu'elles puissent tirer le plus grand parti possible de l'argent qu'elles gagnent et apprendre de nouveaux moyens de le faire fructifier. Grâce à cet apprentissage, les communautés pauvres peuvent plus facilement franchir le pas qui mène vers une élévation de leurs revenus et une amélioration de leur bien-être. Par exemple, une organisation non gouvernementale peut télécharger une présentation montrant comment l'on peut rédiger une étude de faisabilité pour aider un groupe à lancer une nouvelle affaire. De même, une coopérative féminine pourra y trouver un cours de formation à la comptabilité et à la budgétisation.

Il suffit de cliquer sur la souris pour avoir accès à une large gamme de matériels pédagogiques, dont brochures, exercices et guides du moniteur, dont beaucoup sont gratuits. Le site web contient également une base de données dans laquelle peuvent être recherchés ouvrages, travaux de recherche, études de cas, principes directeurs et manuels pédagogiques ainsi que des produits multimédia comme bandes vidéo et CD-Rom. Beaucoup de publications de la FAO sont citées, notamment un glossaire du financement rural et un ouvrage d'information à l'intention des producteurs de lait.

Le site accueille également des discussions en ligne. C'est ainsi par exemple qu'une organisation qui s'attache à enseigner les rudiments de l'administration des affaires aux femmes rurales pauvres peut consulter le site pour se renseigner sur ce que font les autres groupes, échanger des données d'expérience sur les stratégies qui ont le mieux permis de résoudre des problèmes ou discuter de services de formation. Parmi certains autres thèmes traités récemment, l'on peut citer le développement des microentreprises et la commercialisation des produits agricoles.

L'on trouve également sur ce site une liste des prochaines manifestations et les nouvelles les plus importantes concernant le financement rural. Le Centre d'apprentissage est disponible en anglais, en espagnol et en français.



Création d'un nouveau site web pour renforcer la volonté politique de combattre la faim

Le FIDA et le PAM fournissent un appui financier à la FAO pour lancer un site web multilingues consacré à l'Alliance internationale contre la faim. En 2002, dans la déclaration finale du Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans plus tard, les participants ont préconisé la création de cette Alliance, qui est devenue le thème de la Journée mondiale de l'alimentation en 2003. L'Alliance a pour mission de renforcer la collaboration entre les innombrables groupes qui se consacrent à la lutte contre la faim, y compris les producteurs et consommateurs de produits agricoles, organisations internationales, gouvernements, agroentreprises, scientifiques, universitaires, particuliers, décideurs, groupes religieux et organisations non gouvernementales. Ce site sera l'une des pages web de la FAO. Il contiendra des informations sur les initiatives connexes du FIDA et du PAM et offrira des liens avec leur page d'accueil.

Évaluation des besoins en cas d'urgence

Dans les pays confrontés à une grave situation d'urgence, la FAO et le PAM mènent conjointement des missions d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires à la demande du gouvernement intéressé. Ces évaluations ont pour objet de fournir des informations récentes et fiables de sorte que les gouvernements affectés, la communauté internationale et les autres parties intéressées puissent mettre sur pied l'intervention appropriée.

La FAO et le PAM mènent une vingtaine ou une trentaine d'évaluations conjointes par an. En 2004 seulement, ces deux institutions ont réalisé 24 missions dans différentes régions du monde, notamment au Soudan, en Éthiopie, à Sri Lanka, en Haïti et en Afghanistan. Il s'agit d'évaluer les déséquilibres entre l'offre et la demande de produits alimentaires au plan national ainsi que l'étendue des besoins des groupes vulnérables. Ces missions conjointes ont apporté la preuve que les crises alimentaires surgissent dans des contextes économiques, sociaux et politiques complexes, de sorte que, pour s'y attaquer efficacement, des instruments pointus d'analyse et de ciblage sont indispensables.

Les missions procèdent à une estimation du déficit de production qui doit être compensé par des importations commerciales ou une aide alimentaire pour maintenir la consommation apparente par habitant à ce qu'elle était avant la crise. Elles évaluent également les besoins d'aide alimentaire des groupes vulnérables, lesquels ne sont pas nécessairement égaux à l'ensemble du déficit vivrier au plan national.

La coopération entre la FAO et le PAM est fondée, dans une large mesure, sur le fait que les deux institutions peuvent combiner des méthodes différentes mais complémentaires pour s'attaquer au problème global qu'est l'insécurité alimentaire. À cette fin, les deux institutions apprennent à établir une distinction entre l'insécurité alimentaire temporaire et l'insécurité chronique, par exemple, et en s'efforçant, dans leur travail conjoint, de tirer le meilleur parti de leurs avantages comparatifs. Cela est actuellement rendu possible, souvent avec un appui des donateurs, par l'élaboration conjointe de programmes de travail, l'organisation d'ateliers et d'évaluations, la réalisation d'études et d'analyses confiées à des experts consultants et des essais répétés sur le terrain.

Le PAM et la FAO sont des institutions qui ont chacune une expérience spécifique des situations d'urgence. Le PAM expédie immédiatement l'aide alimentaire d'urgence requise, tandis que la FAO, de son côté, fournit des intrants agricoles comme semences, outils, vaccins pour le bétail, etc.



PAM / R. Skulterud



Une plus grande présence sur le terrain

Le FIDA s'emploie à renforcer sa présence dans les pays en développement pour faciliter l'exécution des projets tout en contribuant à la création de partenariats, à la gestion des savoirs et à la concertation. Cette collaboration avec la FAO et le PAM se manifeste notamment par le partage de bureaux communs sur le terrain. Au Mozambique et en Tanzanie, la FAO a recruté un agent de liaison avec le FIDA qui est basé au bureau local de la FAO. En Inde, le FIDA et le PAM ont décidé d'établir un bureau conjoint sur le terrain et financeront ensemble les services d'un cadre ainsi que d'agents d'appui. Cette décision marque le prolongement d'un partenariat qui a commencé en 2001 lorsque le bureau du PAM à Delhi a fourni un appui aux projets du FIDA.

Transformer les braconniers en cultivateurs

Dans la vallée du Luangwa, dans l'est de la Zambie, où vivent beaucoup de gros gibiers, la Wildlife Conservation Society (Société pour la conservation de la faune et de la flore sauvages - WCS) a entrepris un projet pour aider à transformer les braconniers en agriculteurs et en chefs d'entreprise.

La clé de ce projet est le recours à l'aide alimentaire comme moyen de convaincre les braconniers de renoncer à leurs fusils et de participer aux centres de formation à la production agricole et à la conservation de la faune et de la flore sauvage établis par la WCS pour enseigner des méthodes de culture durable. La WCS est une émanation du zoo de Bronx à New York.

"En moyenne, je tuais sept éléphants par semaine", reconnaît Royd Kachali, originaire du village de Manga, dans la vallée du Luangwa. Aujourd'hui, Kachali est l'un des 98 nouveaux cultivateurs dans une région précédemment notoire

pour les agissements des braconniers.

Dans la vallée du Luangwa, les précipitations sont irrégulières et, par le passé, c'est la pauvreté qui a forcé les habitants à se livrer au braconnage, occupation extrêmement risquée dans la mesure où les braconniers doivent constamment s'efforcer d'échapper aux patrouilles armées du Service zambien des parcs nationaux et de la conservation de la faune et de la flore sauvages.

Dans le cadre d'une initiative "vivres pour une agriculture meilleure" lancée en 2001, la WCS a recours à l'aide du PAM, combinée à la distribution par la FAO d'outils et de semences, pour accroître la production et ainsi les gains des agriculteurs.

Dans la vallée du Luangwa, il s'est créé des associations représentant plus de 30 000 agriculteurs qui se sont inscrits auprès des centres de formation, lesquels dispensent alors à leurs membres une formation à l'agriculture et aux rudiments de la commercialisation, de la comptabilité et de la

gestion d'une affaire.

Les méthodes de culture pratiquées, qui reposent sur des principes de conservation, ont pour but de résoudre les problèmes que sont la diminution de la fertilité des sols et les sécheresses périodiques dans les régions semi-arides grâce à l'emploi de toute une série de technologies de conservation des sols et de l'eau.

"On a vu d'excellents résultats", affirme Jo Woods, chargé de l'information au PAM. "Les méthodes de culture axées vers la conservation constituent un excellent investissement et la production a augmenté. Des centres commerciaux locaux ont été créés et les associations d'agriculteurs regroupent leurs productions en unités plus vastes de manière à économiser sur les frais de transport et à attirer des partenaires commerciaux hauts de gamme".

"Comme le surcroît de bénéfice va directement aux cultivateurs, ils se montrent mieux disposés à appliquer des méthodes de culture plus rationnelles et deviennent de plus en plus autonomes."

Masautso Banda, administrateur du district de Lundazi, à la frontière orientale qui sépare la Zambie du Malawi, a loué cette initiative.

"Le programme de transformation des braconniers en cultivateurs organisé par la WCS est ce qui est arrivé de mieux à Lundazi et aux communautés de la vallée. Il n'est pas facile de convertir un braconnier en agriculteur."

Les centres commerciaux établis par la WCS ont créé de nouveaux débouchés pour la production des agriculteurs et, comme le prévoit Banda, Lundazi est prêt à tirer un parti plus rémunérateur des animaux sauvages grâce à l'écotourisme.

Copyright (c) IRIN, ONU OCHA 2004



FAO / G. Dierna



FAO / M. Boulton

Au Pakistan, mise en place de services de vulgarisation et de services ruraux axés sur la demande

Le Programme de développement communautaire financé par le FIDA est un projet d'une durée de sept ans qui fournira un appui à 4 000 groupes communautaires des régions rurales de l'État du Jammu et Kashmir, au Pakistan.

Le programme repose sur une approche interactive pour promouvoir l'implication des femmes et des pauvres. Les activités entreprises dans le cadre du programme sont notamment l'établissement de mécanismes d'épargne et de crédit, le développement de l'infrastructure sociale et économique et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles.

Dans le cadre de ce programme, la FAO doit, pendant une période de trois ans, fournir toute une gamme de services tendant à renforcer les capacités, notamment sous forme de formation, d'assistance technique et de distribution de certains types de matériel.



IFAD / G. Bizzarri

Les services que fournit la FAO sur la base d'un accord de fonds fiduciaire unilatéral ont pour objectif d'institutionnaliser une approche concertée et axée sur la demande de la prestation de services de vulgarisation et d'autres services ruraux pour promouvoir le développement communautaire dans tout l'État du Jammu et Kashmir. Ces services comportent quatre composantes:

- renforcement de la capacité des organisations communautaires d'identifier les possibilités de développement et d'avoir accès aux services pertinents;
- amélioration de la capacité des organismes gouvernementaux de fournir des services axés sur la demande répondant aux besoins des organisations communautaires;
- mobilisation de la collaboration des parties prenantes au niveau des districts; et
- renforcement de la capacité de l'Unité de gestion du programme et des bureaux d'exécution du projet au niveau des districts de gérer le Programme de développement communautaire financé par le FIDA.

L'accord relatif au fonds fiduciaire unilatéral envisage une approche axée sur la demande de la fourniture de l'assistance technique ainsi que des activités de formation. Les organisations communautaires, les ONG et les départements techniques sont encouragés à soumettre des propositions qui puissent être évaluées et financées dans le cadre du fonds fiduciaire. L'accord prévoit également certains apports prédéterminés tendant à renforcer les systèmes d'information de gestion, à produire des matériels de vulgarisation et à fournir des conseils tendant à renforcer les avantages que les activités peuvent présenter pour les femmes.

Des ateliers pédagogiques sont organisés dans les sept districts de l'État du Jammu et Kashmir afin de resserrer la collaboration entre le gouvernement et les ONG prestataires de services.

Concours de potagers scolaires organisé conjointement par le PAM et la FAO



Potagers scolaires

La collaboration entre la FAO et le Service du PAM chargé de l'alimentation scolaire a débouché sur la mise en oeuvre de programmes appuyés conjointement par les deux institutions qui permettent de relier les projets de potagers scolaires aux programmes d'alimentation scolaire en cours:

- Des projets nationaux de potagers scolaires sont reliés aux programmes d'alimentation scolaire appuyés par le PAM et sont ensuite formulés et présentés en vue d'un financement par le programme de coopération technique de la FAO et/ou des donateurs, par exemple au Mozambique, à Sri Lanka (conjointement avec l'UNICEF), au Rwanda et au Burkina Faso, tandis que d'autres sont prévus au Lesotho, au Swaziland, en Zambie et au Cap-Vert.
- En République du Congo, au Cap-Vert et dans la province de Guantanamo (Cuba), la FAO a, par le biais de son programme Telefood, fourni un appui pour des microprojets de potagers scolaires entrepris par beaucoup d'écoles participant aux projets d'alimentation scolaire appuyés par le PAM.
- Les bureaux extérieurs de la FAO et du PAM reçoivent des supports d'information élaborés conjointement par les deux institutions pour appuyer la promotion et la formulation de projets communs tendant à relier les programmes d'alimentation scolaire et les projets de potagers scolaires et à faire largement connaître les possibilités d'apprendre qu'offre ce type de programmes.

SY DJIBRIL / PANAPRESS

Le 15 juillet 2004 a été une journée historique pour les élèves de l'école de Mpasazi, au Malawi. C'est en effet ce jour là qu'ils ont remporté le premier concours de potagers scolaires jamais organisé par la FAO et le PAM.

Lors de sa tournée des dix écoles participantes, le jury de quatre personnes a consacré plusieurs heures à un examen soigneux de chaque potager. Fondant leur décision sur des critères extrêmement divers dont la productivité, la diversité des cultures, l'aménagement général, la participation des élèves et leur créativité, les membres du jury ont finalement opté pour l'école de Mpasazi, qui a ainsi gagné toute une série d'outils agricoles et de fournitures.

L'idée du concours avait été avancée en mai par des volontaires de la société TNT/TPG, société mondiale de messagerie ordinaire et rapide et de logistique qui s'est associée au PAM en qualité de partenaire. Après avoir travaillé pendant trois mois avec le PAM au Malawi, les volontaires ont proposé d'organiser un concours pour faire mieux connaître le programme PAM/FAO de potagers scolaires et la qualité des potagers existants.

Voyant tout le mérite qu'avait cette idée, la FAO et le PAM ont décidé que, dans un premier temps, le concours aurait lieu seulement dans le district de Kasungu mais que toutes les écoles du district pourraient y participer, soit parce qu'elles cultivaient des potagers avec l'appui du PAM et de la FAO, soit parce qu'elles en avaient déjà planté de leur propre initiative. Finalement, dix écoles ont participé au concours.

L'un des principaux objectifs du concours était de mieux faire connaître le programme PAM/FAO de potagers scolaires et son succès. Le projet pilote avait été lancé en janvier 2004 dans 40 écoles de cinq districts - Nkhata Bay, Kasungu, Thyiolo, Chikwawa et Nsanje.

Dans le cadre de ce projet, le PAM a distribué aux élèves des écoles un repas de 150 gr par jour de Likuni Phala, aliment composé nutritif. Le PAM distribue également des rations de produits alimentaires aux filles et aux orphelins pour qu'ils les emportent à la maison, à condition de fréquenter l'école au moins 18 jours par mois. La ration à emporter se compose de 12,5 à 16,7 kilogrammes de maïs par élève, selon l'âge, et de 5 kilogrammes de haricots par mois.

La FAO apporte une assistance technique et des fournitures agricoles indispensables, comme outils et semences.

Ce projet conjoint tend à enrichir la nutrition des élèves en les encourageant à cultiver des légumes, des fruits et du maïs, ce qui, simultanément, leur apprend à se familiariser avec l'agriculture.

Comme le dit Gerard van Dijk, Directeur du PAM au Malawi, "Grâce au projet pilote de potagers scolaires, des légumes sont actuellement cultivés dans des régions où ils n'étaient pas du tout disponibles, et le régime alimentaire des enfants s'est amélioré du tout au tout".



SY DJIBRIL / PANAPRESS

Remise en état des routes

L'un des moyens les plus efficaces et les plus concrets de promouvoir le développement rural est de réparer et de remettre en état les routes qui relient les exploitations agricoles aux marchés. Une route carrossable permet aux agriculteurs d'avoir accès aux marchés locaux et régionaux et ainsi d'améliorer leurs possibilités de gain et leur accès aux services de santé et aux établissements scolaires, tout en encourageant la participation à la prise de décisions au plan municipal.



IFAD / R. Grossman

Tanzanie

En Tanzanie, le PAM contribue au Programme participatif de développement de l'irrigation appuyé par le FIDA en distribuant aux participants des vivres en échange d'un travail sur les chantiers de réparation des routes. Fin avril 2004, 225 kilomètres de routes reliant les villages aux marchés étaient en construction. Dans le cadre de ce programme, le PAM a distribué 803 tonnes de maïs, 125 tonnes de légumineuses et 62,5 tonnes d'huile végétale pour rétribuer le travail accompli.

République démocratique du Congo

Pour ouvrir les marchés aux populations rurales de la République démocratique du Congo, la FAO a utilisé les fonds mis à sa disposition par les Gouvernements de la Suède et de l'Italie pour appuyer la remise en état de 300 kilomètres de petites routes à proximité de Kinshasa, de Kikwit, de Mbanza, de Ngungu, de Mvuazi, de Kisangani et de Goma. Les services d'entreprises congolaises ont été retenus pour mener à bien les travaux de construction et les ouvriers locaux ont été rémunérés non pas en espèces mais sous forme de rations alimentaires fournies par le PAM et administrées par une ONG italienne.

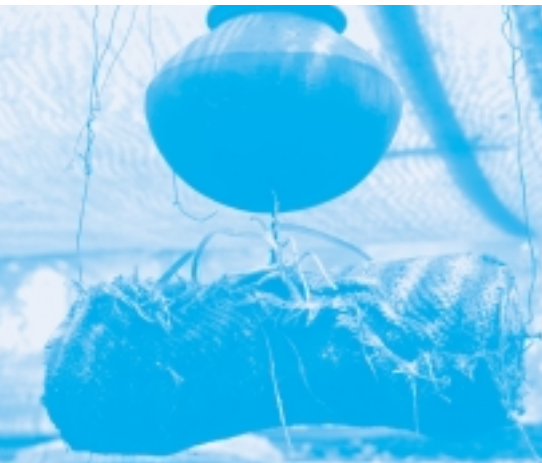
Lorsque les travaux de reconstruction des routes ont été achevés, la FAO a distribué des semences maraîchères, des arrosoirs et des insecticides aux bénéficiaires qui vivaient à proximité des routes, de sorte que les avantages du réseau routier reconstruit sont rapidement devenus apparents: la circulation, le commerce et les revenus ont augmenté, les prix des produits alimentaires ont baissé et les communautés ont pu plus facilement avoir accès aux services médicaux et aux dispensaires.



PAM / J. Abrahamson

En bref

Promotion des plantes médicinales, aromatiques et colorantes dans le Sud de l'Asie



PAM / R. Skullerud

Au début de 2005, la FAO, la Fondation Ford et le Centre international de recherche sur le développement (CIRD) doivent commencer à mettre en oeuvre un projet tendant à promouvoir la production biologique, la transformation, la certification et la commercialisation de plantes médicinales, aromatiques et colorantes en Inde, au Bhoutan, au Népal et à Sri Lanka, grâce à un don du FIDA d'un montant de 3,6 millions de dollars E.U.

La gestion d'ensemble du projet et de l'exécution des activités au Bhoutan et dans le sud de l'Inde sera confiée à la FAO, tandis qu'à Sri Lanka et dans le nord de l'Inde, les activités seront gérées par le CIRD.

IFAD / R. Chalasani



Les efforts visant à améliorer l'accès des femmes à la terre commencent à porter leurs fruits

Le FIDA, la FAO et la Coalition internationale pour l'accès à la terre ont publié des résultats d'une étude sur les progrès accomplis en ce qui concerne l'amélioration de l'accès des femmes à la terre et la reconnaissance des droits successoraux des femmes. Cette étude était fondée sur les rapports présentés par les pays au sujet de la mise en oeuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Cette étude peut être consultée à l'adresse www.landcoalition.org/main_re.html.



IFAD / L. Dematteis

Renforcement de la collaboration en Asie

Depuis 1996, le FIDA a cofinancé avec le PAM tous ses projets en Chine. Il a également collaboré avec le PAM dans d'autres pays d'Asie, dont le Cambodge, l'Inde et la République démocratique populaire lao. Pour consolider cette collaboration, des représentants des deux organisations se sont réunis lors d'un atelier régional qui a eu lieu à Bangkok le 21 janvier 2004. Cet atelier a notamment débouché sur la conclusion d'un mémorandum d'accord visant à élaborer une approche intégrée du développement combinant l'aide alimentaire du PAM et l'assistance financière du FIDA. Les représentants des deux organisations sont également convenus d'avoir recours aux services d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du PAM pour cibler leurs projets conjoints et de renforcer l'appui administratif et logistique du PAM aux missions conjointes.

En Albanie, les femmes et les jeunes apprennent de nouveaux métiers

Dans le cadre du Projet d'apprentissage et de formation professionnelle réalisé par le FIDA en Albanie, les femmes rurales du district de Hasi, qui se trouve dans le nord-est du pays et qui est l'un des plus pauvres, apprennent la couture et reçoivent simultanément des aliments du PAM pendant ce programme d'apprentissage de trois mois. Pendant la crise au Kosovo voisin, les pâturages ont été semés de mines et sont devenus trop dangereux pour pouvoir être utilisés. Ce programme apprend aux familles de nouveaux métiers pour qu'elles puissent diversifier leurs sources de revenus. Les jeunes adultes apprennent également de nouveaux métiers, comme la taille de la pierre.



PAM / M. Turner

PAM / P. Turnbull



Au Yémen, le développement rural est axé sur les groupes féminin

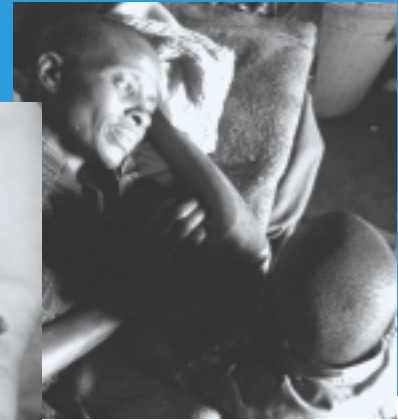
Au Yémen, le PAM cofinance avec le FIDA le Projet participatif de développement rural dans la région de Dhamar. Les agriculteurs de subsistance qui vivent dans les secteurs les plus reculés de la région sont encouragés à former des groupes communautaires pour améliorer leur qualité de vie. Les agriculteurs, et en particulier les femmes, apprennent à améliorer leurs méthodes de culture, à moderniser les systèmes d'irrigation et à mieux soigner leur bétail. Le PAM prend à sa charge le coût des efforts de conservation grâce à un programme vivres-contre-travail. Les travaux tendent notamment à consolider les terrasses, à reboiser, à régénérer les pâturages et à reconstruire les rives des canaux ou des cours d'eau de crue.



PAM / M. Sayagues

Autonomisation des femmes rurales au Guatemala

À Xibalbay, dans la région de Sololá, au Guatemala, la FAO et le PAM appuient conjointement l'aménagement d'un système d'irrigation pour accroître la production vivrière et garantir la sécurité alimentaire des communautés locales. La région de Sololá a été sérieusement affectée par les conflits internes entre 1970 et 1980 et plus des trois quarts de ses habitants vivent dans la misère. Ce projet est axé sur les groupes les plus vulnérables, et surtout sur les femmes autochtones. Le PAM organise des programmes vivres-contre-travail tandis que la FAO fournit une assistance technique. Les femmes sont devenues autonomes et participent pleinement à toutes les activités. Le projet a rehaussé l'assurance et la fierté des participants, ce qui contribuera à garantir la durabilité des activités. Ce modèle de collaboration entre le PAM et la FAO a été chaleureusement appuyé par les membres des Conseils d'administration du PNUD/UNFPA, de l'UNICEF et du PAM qui ont visité le projet.



Des mandats différents ... une vision commune

La **FAO** a été fondée en 1945 avec pour mission d'améliorer la nutrition et les niveaux de vie, d'accroître la productivité agricole et d'élever le niveau de vie des populations rurales. La FAO est l'institution mondiale ayant le plus d'expérience dans des domaines comme la sécurité alimentaire, l'agriculture, la foresterie, la pêche, le développement rural et une gestion rationnelle, essentielle à long terme, des ressources naturelles.



Viale delle Terme di Caracalla - 00100 Rome, Italie
Téléphone: +39-06-57051 - Télécopie: +39-06-57053360
Courriel: media-office@fao.org Site web: www.fao.org

La **FIDA** a été créé en 1977 pour aider les pays en développement à combattre la pauvreté rurale et la faim en mobilisant des ressources financières aux fins du développement rural et du développement agricole. Le FIDA aide les ruraux pauvres à échapper à la pauvreté en renforçant leurs capacités et celles de leurs organisations, en garantissant un accès équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie et en facilitant l'accès aux services financiers et aux marchés.



FIDA
FONDS INTERNATIONAL
DE DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE

Via del Serafico, 107 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39-06-54591 - Télécopie: +39-06-5043463
Courriel: ifad@ifad.org - Site web: www.ifad.org

Le **PAM**, qui est l'organisme du système des Nations Unies chargé de l'aide alimentaire, a été créé en 1963. Il distribue des secours alimentaires pour sauver des vies humaines dans les situations d'urgence, pour améliorer la nutrition et la qualité de vie des groupes les plus vulnérables à des périodes critiques de leur vie, pour aider à mettre en place des éléments d'infrastructure et pour promouvoir l'autonomie des pauvres et de leurs communautés.



**Programme
Alimentaire
Mondial**

PAM

Via Cesare Giulio Viola, 68 - 00148 Rome, Italie
Téléphone: +39-06-65131 - Télécopie: +39-06-6590632
Télex 626675 WFP I
Courriel: wfpinfo@wfp.org - Site web: www.wfp.org